



Droit à la santé partout et pour tous Egalité, proximité, solidarité

La sécurité sociale, une idée neuve ?

Créée par le Conseil National de la Résistance en 1946

L'enjeu central du financement au cœur de l'affrontement capital/travail

paroles recueillies lors des assises de la santé

Basée sur 3 principes

La solidarité : chacune, chacun contribue selon ses moyens pour que toutes et tous reçoivent selon ses besoins, financé par une partie des richesses créées par le travail

La démocratie : créée par et pour les travailleurs et leurs familles, la sécurité sociale doit être garantie par l'Etat, financée par les cotisations et gérée par des représentants du monde du travail

L'universalité : Un système qui réponde aux besoins de chacune, chacun et de tous de la naissance à la mort

Il ne s'agit donc pas de revenir à des origines idéalisées mais de bâtir une construction nouvelle pour correspondre aux besoins d'une société profondément différente mais ancrée sur ses principes originels

Reconquête de la démocratie avec le retour aux élections dans les caisses de la sécurité sociale

La prise en charge à 100 % de l'ensemble des risques, aléas ou changement de la vie dans une dynamique de prévention, d'éducation, de qualité de travail, d'accompagnement de la vieillesse, n'est-il pas un axe majeur de reconquête et plus largement une transformation de la société ?



Nous réaffirmons que le financement de la sécurité sociale doit reposer sur la création des richesses par le travail et non sur l'impôt.

La sécu, c'est plus que l'assurance maladie, c'est la prise en charge globale des besoins humains. Ni assistance, ni assistanat, ni charité, mais socialisation d'une part des richesses créées par le travail et solidarité fondée sur la démocratie

La sécurité sociale, une idée neuve ?

Quand on parle de droit à la santé et de reconquête de la Sécu de quoi parle-t-on exactement ?

La sécurité sociale s'est construite progressivement sur la base de trois principes républicains et révolutionnaires du Conseil National de la Résistance :

- Le principe de solidarité : chacune, chacun contribue selon ses moyens, pour que toutes et tous reçoivent selon ses besoins. Le financement , garanti par l'Etat est fondé sur les revenus du travail, la socialisation d'une partie des richesses créées par le travail. La gestion doit ainsi revenir aux représentants du monde du travail
- Le principe de démocratie : créée par et pour les travailleurs et leurs familles, la sécurité sociale doit être garantie par l'Etat, financée par les cotisations sociales .
- Le principe de l'universalité: assurer des droits à l'ensemble de la population, de la naissance à la mort, contre tous les facteurs d'insécurité.

Rappelons les termes exacts du paragraphe du programme du Conseil National de la Résistance consacré à la Sécurité sociale : **"un plan complet de Sécurité Sociale, visant à assurer à tous les citoyens des moyens d'existence, dans tous les cas où ils sont incapables de se le procurer par le travail, avec gestion appartenant aux représentants des intéressés et de l'Etat"**.

Le terme de reconquête ne peut donc s'interpréter comme la reconquête d'une sécurité sociale qui n'a jamais existé dans les faits, car combattue par le patronat dès son acte de naissance. Il ne s'agit donc pas de revenir à des origines idéalisées, mais de bâtir une construction nouvelle pour correspondre aux besoins d'une société profondément différente de celle de l'après-guerre, ancrée sur ses principes originels.

**Pour une sécurité sociale du XXIème siècle
Quels principes pour la reconstruire ?**

la Sécu, c'est bien plus que l'assurance maladie : C'est la prise en charge globale des besoins humains. Ni assurance, ni assistanat, ni charité, mais socialisation d'une part des richesses créées par le travail et solidarité fondée sur la démocratie.

Pour une sécurité sociale du XXIème siècle Quels droits demain ?

- Retraite
- maladie- Maternité avec la création d'un nouveau droit : Autonomie
- Maladie professionnelle et accident du travail
- Famille

Sécurité sociale santé et sécurité sociale professionnelle, une mise en pensée révolutionnaire de la CGT

Notre ambition :

- Conquérir de nouvelles protections pour abolir les inégalités, le chômage et repenser la solidarité avec le droit effectif au travail et le plein emploi solidaire,
- Conquérir de nouveaux droits, l'effectivité de la démocratie au travail pour reconquérir la place du travail et des travailleurs au travail, le dépassement du lien de subordination du salariat,
- Conquérir des droits individuels garantis collectivement, non pas pour assister mais pour sécuriser le travailleur, afin que puisse s'exercer la démocratie, sa liberté au travail, son pouvoir d'agir,

Quel travail demain ?

L'enjeu central du financement au cœur de l'affrontement capital / travail

Nous réaffirmons que le financement de la sécurité sociale doit reposer sur la création des richesses par le travail et non par l'impôt ; sur le principe de la cotisation et de la répartition base de la solidarité, avec l'élargissement de l'assiette à toutes les rémunérations.

Quel financement demain ?

la reconquête de la démocratie au sein des caisses de sécurité sociale

Nous revendiquons le retour aux élections dans les caisses de sécurité sociale, une nouvelle définition du rôle et de la place des ARS afin qu'elles deviennent des lieux d'expression et de prise en compte des besoins des populations sur chaque territoire.

Quelle démocratie demain ?



Pour plus d'information : consulter le site internet
Comité régional Auvergne Rhône Alpes
[Www.cgtra.org](http://www.cgtra.org)